

Wadja

Groupe du Fort de la Barle
CMB

Bruxelles, le 19 avril 1963

Bordereau d'envoi
Bureaux Nationaux

Objet: transmission "débat de Messieurs Jean Rey - Coppe et M. Finet
à l'Université libre de Bruxelles le 2 avril 1963

Le débat n'est disponible qu'en langue française. Veuillez nous faire
savoir si vous désirez obtenir d'autres exemplaires.

E. Thiels

2 avril 1963

Excellence, Monsieur le Président, Monsieur le Recteur,
Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Dans le cadre du troisième cycle de conférences européennes organisées à l'Université libre de Bruxelles sous le haut patronage de M. Félix Leblanc, président du Conseil d'administration de l'université, et de M. le Recteur, Maurice Leroy, en collaboration avec le Service d'information et de documentation de l'Université, la Commission européenne de l'information et l'Action pour les Etats unis d'Europe, cercle européen de l'U.L.B., j'ai l'honneur de vous présenter ce soir deux éminentes personnalités européennes et belges. Je tiens à excuser M. le ministre Jean Rey, qui est absent, il est retenu pour l'instant à une réunion de la session du Conseil des ministres des Communautés, la centième session. Nous espérons qu'il nous parviendra ici en cours de débat, et pourra prendre sa place.

Une telle rencontre s'imposait parce qu'elle met en présence des personnalités qui, quoique d'opinions politiques différentes, ont tout de suite - je dirais - émergé de nombre de premiers grands citoyens d'Europe. M. le ministre Albert Coppé, vice-président de la Haute Autorité de la C.E.C.A., M. le Ministre Jean Rey, membre de la Commission de la Communauté économique européenne et M. Paul Finet, ancien président et membre de la Haute autorité de la C.E.C.A. ont choisi pour le débat important de ce soir un titre, un sujet dont nous ne sommes pas étonnés qu'il leur tienne à coeur : "Les enseignements de la crise européenne".

Cette crise, on en a tout dit, on lui a même prêté le pouvoir de jeter à bas ce qui avait été construit pour le plus grand espoir des Européens, mais ce débat a un second titre : "que faire maintenant ?". Cette question n'est pas désespérée. Elle reflète simplement la volonté des vrais Européens de ne plus s'attarder en lamentations inutiles, de tenir compte des enseignements et crises d'hier, afin d'établir un plan de combat qui nous permette de vaincre demain, d'aller plus loin et de ne surtout pas nous en tenir à ce qui peut être sauvegardé.

.../...

Au nom des étudiants européens de l'U.L.B., au nom de l'Action pour les Etats unis d'Europe, je formule le vibrant espoir que l'actuelle importante centième session du Conseil des ministres, les réunions européennes d'aujourd'hui-même à Bruxelles aboutissent à la création d'un esprit disons de renouveau européen, qui nous apporte une réponse à ce que nous attendons tous.

Messieurs les Ministres, c'est avec le plus grand plaisir et la plus grande hâte que je vous cède la parole afin de pouvoir vous entendre immédiatement.

.../...

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Le retard, d'ailleurs involontaire, de M. Rey nous oblige à intervertir un peu l'ordre de nos travaux. M. Rey devait introduire le thème "comment sommes-nous arrivés au point où nous sommes?", c'est-à-dire la crise européenne. Moi-même, je devais alors introduire le thème : "que faire maintenant ?", c'était d'ailleurs indiqué sur l'affiche, et M. Finet allait enchaîner sur les deux thèmes.

Il se fait maintenant que l'ordre de ces travaux sera renversé, et que j'introduirai "que faire maintenant ?", au risque que M. Rey en arrivant tout à l'heure vous expliquera "comment nous sommes arrivés au point où nous sommes".

Donc je suppose que vous suivez suffisamment les événements; vous pourrez même les suivre à l'envers comme un film qu'on prend par la fin, et qu'on redessine ainsi jusqu'au début. Voilà ma première introduction; la seconde, c'est une prophétie que je vais faire, Monsieur le Président. En nous présentant, vous avez dit que nous venions tous les trois de milieux, d'horizons -c'est-à-dire que le mot m'a fait rire un peu - d'horizons politiques différents, d'horizons politiques belges différents. Mais il faut dire que je suis persuadé que dans notre exposé, vous ne vous apercevrez à aucun moment que nous venons d'horizons - comme vous dites si bien, parce qu'un horizon c'est quelque chose qui ouvre - d'horizons politiques différents. Je suis persuadé que vous trouverez chez ces hommes qui sont depuis des années sur le terrain européen, des vues à peu près semblables, et d'ailleurs je forme des vœux pour que précisément, pour ce pays qui nous semble un peu divisé sur certains points, que l'européisation se fasse suffisamment rapidement pour que nous puissions sublimer, comme on dit de nos jours en politique et en psychologie, certains de ces problèmes. Ceci étant dit, j'introduis donc mon point : "que faire maintenant ?"

Je commencerai par examiner quelques alternatives. On a parlé de l'alternative d'une association avec la Grande-Bretagne pour suppléer à l'échec des pourparlers de l'entrée de la Grande-Bretagne. Je dois dire qu'une association qui serait essentiellement une zone de libre-échange et qui semble avoir été méditée, qui semble

avoir été même préparée ici à Bruxelles, m'a fort étonné. Une association de libre-échange qui serait un remplacement d'une entrée de la Grande-Bretagne, me semble, en effet, vouée à un échec, soit avec, en y incluant l'agriculture, soit en excluant l'agriculture. En y incluant l'agriculture, parce que l'Amérique considérerait que c'est une discrimination injustifiée, et à juste titre, et sans l'agriculture, je serais encore plus étonné si on avait estimé vraiment que cela pouvait réussir. Parce que même certains pays européens étaient adversaires d'une solution de ce genre. D'ailleurs, si nous croyions qu'une zone de libre-échange peut offrir une alternative à une communauté structurée, à une union économique, alors nous nous serions trompés depuis 1950, parce que déjà en 1950 nous avons eu ce débat avec nos amis britanniques, et nous avons expliqué que nous croyions qu'une zone de libre-échange aurait été parfaitement possible en 1860 ou en 1850, mais qu'au vingtième siècle, en 1950 quand nous avons commencé nos négociations de la Communauté économique européenne, d'abord sur la C.E.C.A., cela n'était plus dans les considérations actuelles.

Par conséquent, je passe. Une entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.C.A. seule - puisqu'en effet on a cru que nous avions moins de difficultés pour une adhésion de la Grande-Bretagne - me semble une solution difficile à faire passer, parce qu'une adhésion à une communauté économique doit être une adhésion à un ensemble, et non pas à une partie. Or, dès le début nous avons dit que l'adhésion de la Grande-Bretagne était une solution d'ensemble ou ne serait pas. Et pour la Grande-Bretagne, adhérer seulement à la C.E.C.A., je le dis très franchement, lui donnerait trop d'avantages, et je crois que ce serait là une adhésion qui ne serait pas équilibrée.

J'en arrive à ma troisième éventualité qui a été envisagée : l'union de l'Europe occidentale. Elle a été proposée de différents côtés, notamment par le Luxembourg, par certains milieux belges. Personnellement, je ne crois pas non plus que le cadre de l'union de l'Europe occidentale offre une solution, et voici pourquoi : c'est que contrairement au traité de Paris, le traité de la C.E.C.A. qui était un traité de règles auxquelles on adhère parce qu'on les accepte comme règles du jeu, le traité de Rome est un traité de procédures et de procédures dans les organes, dans les institutions

prévues. Par conséquent, changer le cadre dans lequel ces procédures doivent se développer, ce serait en même temps faire entrer, faire participer un pays à l'élaboration ultérieure de la politique économique, de la politique financière, de la politique monétaire etc... qui ne serait pas vraiment membre, qui aurait donc les avantages de discuter avec les autres, de peser dans la balance puisqu'il y aurait toujours quelqu'un parmi les Six qui partagerait probablement, pour ne pas dire très probablement, les positions britanniques, et par conséquent ne serait pas engagé en même temps dans la même mesure que les autres. Il participerait à la discussion sans être membre. Je ne crois pas que la Communauté pourrait aller très loin sans accrocher très rapidement sur l'une ou l'autre difficulté.

Je crois qu'en ce moment-ci, comme il n'y a que cinq minutes que j'ai commencé, nous pourrions encore revenir à l'ordre exact des choses.

Il y a la procédure, et par conséquent, je vais vous laisser introduire : "l'Angleterre et la crise." Vous voyez combien nous sommes devenus vos successeurs aux affaires économiques. Quand il a été mis aux affaires économiques, il a probablement dit beaucoup de mal de son prédécesseur, comme personnellement j'ai pensé beaucoup de mal de mon successeur, et vous voyez que cela ne paraît plus.

Je crois qu'accepter la formule de l'union de l'Europe occidentale constituerait, en effet, ni plus ni moins que faire exactement la même erreur que nous reprochons, que certains reprochent à de Gaulle : c'est d'avoir résolu des problèmes communautaires en dehors du cadre et en dehors des institutions de la Communauté. Je crois que nous ne pouvons pas tomber dans le même travers. Nous multiplierions les tensions, sans avoir le cadre dans lequel nous pouvons les résoudre.

Une quatrième alternative que je vais examiner : c'est le Trade Expansion Act, qui a soulevé, d'une façon étonnante d'ailleurs, pour beaucoup d'entre nous des tensions assez inexplicables. Je crois que le Trade Expansion Act n'offre en fait pas une alternative pour une adhésion de la Grande-Bretagne. Ce seront des négociations extrêmement serrées, extrêmement difficiles dans lesquelles il faudra discuter non seulement les tarifs mais les procédures, les formules de commerce extérieur, notamment les formules américaines de dumping, la procédure

en ce qui concerne les dumpings, et par conséquent des discussions qui dureront d'abord longtemps et qui en second lieu, nous devons pouvoir les affronter dans des conditions de négociations extrêmement serrées. Cela reposera d'ailleurs, à mon avis, toujours le même problème : cette négociation du Trade Expansion Act posera exactement comme la question de l'adhésion de la Grande-Bretagne, le véritable problème auquel nous sommes confrontés, et ce véritable problème auquel nous sommes confrontés, c'est de savoir quelle Europe nous voulons. Et il faut bien le dire, nous n'avons pas encore très bien réfléchi, nous n'avons pas encore très fort réfléchi dans la direction : quelle Europe nous voulons. Je suppose que beaucoup d'entre nous ont cru qu'une union économique devait aboutir - et je crois que nous avons raison - une union économique doit aller vers une union politique, une union économique sans union politique n'a pas de chance de réussir, mais une union économique en revanche est la voie la plus facile, c'est la ligne de moindre résistance pour aller vers l'unification complète. Par conséquent, ce problème : quelle Europe nous voulons, nous allons de nouveau le rencontrer quand nous discuterons de la Trade Expansion Act avec l'Amérique.

Alors je constate qu'à court terme, compte tenu de l'échec des négociations du mois de janvier, compte tenu du fait que les élections britanniques modifieront probablement les conditions britanniques elles-mêmes, je crois que pendant un certain nombre d'années, dont je crois à court terme et à plus ou moins moyen terme, la question n'est plus d'actualité, tout au moins en ce qui concerne l'entrée de la Grande-Bretagne, l'entrée effective de la Grande-Bretagne. Mais à plus long terme ? Eh bien, à plus long terme, je ne cache pas que je crois qu'il n'y a pas d'autre solution que l'entrée, l'adhésion pleine à part entière de la Grande-Bretagne. Mais d'ici là, comme il peut se passer des années, je crois que nous devons en profiter pour clarifier le point de savoir quelle Europe nous voulons. Nous devons le clarifier entre nous, et nous devons aussi ne pas aggraver les problèmes économiques et politiques avec lesquels la Grande-Bretagne sera confrontée quand le problème de l'adhésion se reposera, d'autre part. Comment pouvons-nous éviter que ces problèmes ne s'aggravent ? Je crois que nous ne pouvons le faire sans chercher des cadres plus ou moins européens, plus ou moins limités. Je crois que nous ne pouvons le faire que par des contacts diplomatiques, des contacts politiques, des contacts humains.

Je crois que nous devons éviter les deux extrêmes, et je crois que Monsieur Rey en dira probablement plus long là-dessus. Je crois que les négociations d'aujourd'hui ont finalement abouti à éviter les deux extrêmes qui sont l'arrêt de notre évolution européenne, l'arrêt des communautés, et en même temps éviter qu'on avance au risque d'aggraver le fossé entre des pays incontestablement, indubitablement européens. Et je crois que sur ce point, il y a un point que nous devons mettre en évidence. Je crois que, il faut que l'optique avec laquelle nous continuons notre évolution et nous devons continuer notre évolution, ne doit pas être une optique de faire l'Europe contre quelqu'un. Et je regrette d'avoir constaté dans une partie de l'opinion publique de mon pays, et peut-être aussi ailleurs des tendances soit anti-anglaises, soit anti-américaines. Je crois sérieusement que ce n'est pas honnête, ce n'est pas sain que nous fassions une Europe unie en la faisant contre quelqu'un : contre les Britanniques, contre les Américains. Il est étrange de constater combien ce nationalisme dont nous essayons de nous défaire à l'échelle de nos vieux pays présente toujours un danger de revenir dans cette nouvelle patrie qu'est l'Europe, au risque de vouloir le faire précisément contre quelqu'un, disons-le franchement : à la façon dont nous avons fait très souvent nos nations contre les nations voisines.

Je crois que c'est surtout une question d'optique et nous devons avoir le courage, et tous les Européens devront avoir le courage au cours de ces années, de maintenir précisément cette ouverture, ce climat : c'est de ne pas faire l'Europe contre d'autres.

Que pouvons-nous maintenant faire pour avancer ? Ce problème est essentiellement un problème politique, et je vais donc le prendre sous l'angle politique. Il est clair, et le rapport de la Commission Hallstein l'a montré, que les négociations n'ont pas échoué en raison de considérations ou de difficultés dirimantes d'ordre économique. Ces décisions ont été politiques, et je les prendrai donc sur le plan politique.

.../...

Et d'abord : les élections directes au Parlement européen. Je sais que cela n'est pas facile, mais je crois que nous devons commencer. Il n'est pas sérieux de dire que, d'une part, nos opinions publiques sont sensibilisées sur la question, qu'en effet il y a des partisans et des adversaires de l'admission de la Grande-Bretagne. Nous nous sommes en même temps partisans d'une Europe fédérale, nous sommes partisans d'institutions communautaires, d'institutions fédérales, et que les pays de Benelux qui sont précisément les partisans d'une Europe avec des structures supranationales, ne seraient pas à un certain moment prêts, surtout quand ils prétendent eux-mêmes que leurs opinions publiques sont sensibilisées sur la question, et c'est peut-être le seul avantage de la crise britannique, ce n'est pas sérieux de pouvoir continuer à dire que le moment n'est toujours pas venu pour se présenter à des élections directes du Parlement européen. Je crois que nous devrions très sérieusement nous préparer, non pas bien sûr à organiser les élections rien que pour le Parlement européen, mais puisque nous profitons de nos élections législatives pour organiser en même temps des élections sur le plan provincial, qu'est-ce qui nous empêcherait à ce moment d'y ajouter à ce moment des élections sur le plan européen ? Cela nous permet encore une certaine préparation, et je crois que nous devons reconnaître que le moment est venu où très sérieusement nous devons tous ensemble penser à arriver à des élections directes au suffrage universel pour le Parlement. Je sais bien qu'il est probable que tous les pays ne pourront pas le faire en même temps. La procédure d'après le Traité, doit être une procédure générale, mais rien n'empêche, la procédure étant générale, une adoption progressive des mesures de façon à ce que certains pays commencent et que d'autres suivent. La décision doit être prise à l'unanimité par le Conseil des ministres. Je crois que les pays du Benelux devraient prendre cette initiative. En même temps, en même temps, et je crois que ces différents points sont fortement liés entre eux, en même temps on devrait procéder à la fusion des exécutifs. Messieurs, je le dis

.../...

à peu près chaque fois que j'ai l'occasion de le dire : vous connaissez la loi de Parkinson, la loi de Parkinson veut que chaque organisation, chaque bureaucratie a une tendance à se multiplier suivant une loi que vous aurez lue dans le petit livre humoristique de Parkinson. Je crois que c'est vrai, il y a cette tendance. Je crois qu'elle existe aussi dans les universités d'ailleurs. Mais quand vingt-trois hommes, appartenant à trois Exécutifs vous disent qu'on doit les supprimer pour les fusionner en un seul, alors que sur les vingt-trois, nous savons pertinemment qu'un certain nombre d'entre nous ne seront pas repris dans l'exécutif commun, il faut bien que nous, que ce soit vrai, que nous soyons convaincus que c'est une chose indispensable. Sinon, vous ne voyez pas vingt-trois hommes plaider comme nous le faisons depuis maintenant à peu près deux ou trois ans. Pourquoi le faisons-nous? Je vous le dirai très franchement, je ne crois pas que ça comprimera très sérieusement notre budget. Pourquoi ? Parce que la question du siège n'est pas soluble pour le moment. Je crois d'une part que le siège qui est actuel, le siège de Luxembourg, le siège de Bruxelles, resteront. Il n'est pas possible de résoudre le problème en résolvant en même temps la question du siège. Mais ce qui est essentiel, c'est que nous ayons pour les discussions à venir, nous ayons un exécutif qui ait une valeur morale, qui ait une valeur politique autrement considérable que celle que nous avons. Et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle on nous garde de disperser. Les gouvernements le savent très bien, les gouvernements ne sont pas pressés du tout de nous fusionner dans un exécutif. Nous l'avons encore vu à propos de la négociation qui a abouti à l'échec de l'entrée de la Grande-Bretagne, où des gouvernements, où certains gouvernements que d'autres n'ont pas contredits, ont demandé à M. Hallstein de quitter la séance. Est-ce qu'ils auraient osé le faire s'il y avait eu un exécutif qui aurait été l'embryon d'un gouvernement européen, que tout le monde aurait peu à peu considéré comme tel, que l'on aurait appris à considérer comme tel. Je ne le crois pas. Je crois par conséquent que le renforcement du pouvoir politique et du pouvoir moral de l'exécutif européen dans les Communautés, restant, ce qu'elles feraient .../...

probablement, continuant à être dispersées entre Strasbourg, Luxembourg et Bruxelles, est une chose essentielle du point de vue politique. En même temps, il faudrait augmenter les pouvoirs du parlement, le pouvoir d'investiture. Il ne faut pas qu'à un certain moment, on puisse nous renvoyer, si effectivement on constate que les problèmes ne se résolvent pas d'une façon satisfaisante. La question de l'investiture est une chose que pour ma part j'admets parfaitement, et dans l'optique du renforcement du pouvoir de l'exécutif, et par conséquent de la responsabilité de l'exécutif. Je passe de ces points qui peuvent se résoudre et qui doivent, à mon avis, faire l'objet de démarches sur le terrain communautaire, à la question du Pacte franco-allemand. Je crois qu'il est essentiel. Je regrette que ce pacte ait été signé, mais étant donné qu'il l'est, je crois qu'il constitue à l'heure actuelle la cinquième ou la sixième réconciliation franco-allemande la première étant le traité de la C.E.C.A., la seconde étant l'U.E.O., la troisième étant la C.E.E., la quatrième étant le N.A.T.O., la cinquième étant l'Euratom, c'est la sixième, c'est la septième réconciliation. S'ils veulent prendre un abonnement et faire ça tous les deux ou trois ans, je crois qu'il ne faut pas s'y opposer. Mais il y a une question essentielle : c'est une question essentielle : c'est qu'il faut savoir ce qui a priorité. Est-ce que ce sont les négociations, les discussions, les conférences au sein du Pacte franco-allemand, ou est-ce qu'au contraire ce sont les discussions qui ont lieu au sein de la Communauté des Six, dans les organes de la Communauté des Six ? Il ne faut pas que dans les mois à venir et dans les années à venir, fut-ce pour la politique agricole qui est prévue au pacte franco-allemand, fut-ce pour la politique énergétique qui est prévue également, nous nous demandions quand nous nous réunissons à six : est-ce que oui ou non, surtout dans une université du libre examen, c'est le cas de le dire, est-ce qu'il y a un nihil obstat ou pas pour les Représentants français et allemand ? Il ne faut pas cet obstat pèse sur les discussions, pèse sur les négociations. Et par conséquent, j'espère que lors de la ratification à Bonn, tout au moins, on résoudra le problème et il sera

.../...

dit clairement que les traités des Six ont pour les problèmes des Six incontestablement une priorité. On a parlé d'une comparaison avec le traité de Benelux. La continuation des négociations Benelux est prévue au traité de la C.E.E. pour tous les points que ne sont pas couverts par les traités de la C.E.E.. Par conséquent ce n'est que dans la mesure où le traité de la C.E.E. ne couvre pas des problèmes d'union économique que les négociations peuvent continuer à trois. C'est d'ailleurs raisonnable. Il ne faut pas qu'il y ait des chapelles à l'intérieur d'une Communauté, et dont on n'est jamais sûr du point où se trouvent les négociations. A plus long terme qu'est l'Europe ? Nous devons en effet, comme je vous le dis, profiter des circonstances dans lesquelles nous nous trouvons pour savoir quelle Europe nous voulons. Eh bien, je suis de ceux qui croient que ayant assisté et écouté avec soin les négociations, les discussions, les débats qui ont eu lieu à Strasbourg au mois de février, je suis de ceux qui croient que l'union politique de l'Europe est née à Strasbourg le 5 février 1963. Et voici pourquoi : nous avons entendu de la part de différents Représentants de différents pays toute une série de récriminations sur l'échec des négociations, sur l'optique particulière que ça dévoilait, sur les orientations qu'on refusait, etc... et puis tous les discours se terminaient par à peu près la même formule : "mais il faut que les communautés continuent". J'ai employé la comparaison suivante : cela me fait penser à un père de famille qui se fâche, qui se dispute avec sa femme, qui prend son chapeau et s'en va, claquant la porte, et puis le soir, parce qu'il a des enfants, revient. C'est à peu près la même chose : tout le monde était très fâché, ayant donné libre cours à sa fâcherie, tout le monde a dit : mais les communautés doivent continuer. Qu'est-ce que cela veut dire ? Ça veut dire qu'au cours d'une prochaine tension, il est probable qu'à Strasbourg on donnera libre cours de nouveau à son mécontentement du cours des événements, mais qu'on dira : mais les communautés doivent continuer. Et par conséquent, de soubresaut en soubresaut, à l'occasion de position

de force que l'un ou l'autre de nos pays prendra encore, et ça peut être d'ailleurs un jour l'Italie, et ça peut d'ailleurs être un jour la Belgique, à l'occasion de position de force, parce qu'il faut l'unanimité sur un certain nombre de questions, dont notamment les questions de politique étrangère, on résoudra en fait un certain nombre d'options, et nous sommes en train de prendre un cours d'infléchir notre politique extérieure de nos différents pays en raison de considérations communautaires, parce que nous voulons sauver les communautés. Et alors je dis, nous risquons de le faire dans les conditions les plus désavantageuses dans la mesure même où l'orientation actuelle sur le terrain politique ne se fait pas dans des institutions, dans un cadre, mais se fait à propos de négociations de force, que d'ailleurs pas toujours les Français ont, ça peut être un jour nos amis hollandais qui ont, sur un certain nombre de points, des idées, il faut bien le dire, aussi arrêtées que nos amis français.

Je crois que l'optique que nous devons développer c'est celle d'une Europe qui est une communauté, qui est une communauté ouverte et qui en même temps est un partenaire égal dans une Alliance atlantique, partenaire égal pas dans l'Alliance Atlantique. Personnellement, je n'en ferai jamais d'autre. Je crois que c'est dans cette direction que nous devons aller. Je sais bien, que nous ne devons pas toujours imposer nos vues, mais quand vous avez une communauté, fut-ce dans l'autre hémisphère, où vous avez 20 % de Français, la Communauté aura une tendance à être un peu trop fermée. C'est historique. Si vous y avez 15 % de Hollandais, elle aura une tendance à être un peu trop ouverte. Je crois que la thèse que nous devons défendre, que vous pouvez défendre, vous qui êtes exclusivement Belges, je crois que c'est celle - et ce n'est pas brillant bien sûr - mais c'est celle de la thèse du milieu : une communauté, mais une communauté ouverte, un partenaire dans l'Alliance atlantique, mais un partenaire égal et surtout pas de procès d'intentions. Je crois que dans la mesure où nous pourrons peu à peu faire défendre cette thèse vers

le dehors, nous rendrons un service, et alors clairement définir, j'espère que nous le ferons à chaque occasion qu'on nous fournira, que nous n'entrerons jamais, mais jamais dans une Europe des patries, que nous n'entrerons jamais dans une Europe qui n'est pas structurée, qui n'a pas d'organes supranationaux, qui n'a pas d'organes fédéraux. Je suis persuadé que je ne suis pas seul à dire que si la Belgique voulait entrer dans le pacte, comme on nous y invite, dans le Pacte franco-allemand, comme on invite d'ailleurs les Italiens, les Hollandais, les Luxembourgeois, je suis persuadé que je ne parle pas seulement en mon nom, en disant que dans ces conditions nous nous retirons, parce qu'il est incompatible d'avoir en même temps des institutions fédérales et d'avoir en même temps des institutions floues dans lesquelles en fait c'est la position du plus fort qui l'emporte.

Je me rends très bien compte que ce n'est pas brillant de défendre des thèses de conciliation, de conciliation sur la tactique, de ne pas faire de procès d'intention ni dans un sens ni dans l'autre, mais d'être en même temps extrêmement radical, catégorique sur les questions de fond, sur les questions de principe. Au fond de l'évolution, au bout de l'évolution, moi je vois une institution, une structure à peu près comme la structure américaine, qui aura, d'une part, une chambre des peuples au suffrage universel, et d'autre part, un sénat paritaire, et je crois que c'est vers cette évolution que nous devons continuer, et dans la mesure où nous pouvons l'avancer à l'occasion de cette crise, maintenant que nous avons sensibilisé nos opinions politiques, nos opinions publiques sur ce point, dans la mesure où nous pouvons avancer maintenant, personnellement, je dirais que c'est le seul aspect, mais que c'est quand même un aspect favorable de la crise par laquelle nous venons de passer.

Je vous remercie, Messieurs.

.../...

Messieurs les Ambassadeurs et Ministres,
Monsieur le Président de l'Université,
Monsieur le Recteur,
Mesdames, Messieurs,

La première chose que je voudrais faire, c'est vous prier d'excuser mon arrivée tardive. On vous a dit, je suppose, que j'avais été retenu par une séance du Conseil des ministres qui a duré toute la journée, et qui, j'aurai l'occasion de vous le dire tout à l'heure, n'a pas mal travaillé. Mais j'arrive avec retard et je voudrais d'abord m'en excuser vis-à-vis de mes collègues et amis, M. le vice-président Coppé, M. Paul Finet. Je salue en eux non seulement deux collègues et deux amis, mais, si M. Finet le permet, deux pères de l'Eglise, parce que l'un et l'autre, ils sont de ceux qui ont fait partie et font encore partie maintenant de la toute première équipe de la Haute Autorité de la Communauté du Charbon et de l'Acier. Et lorsqu'on voit les développements du Marché commun actuel, lorsqu'on voit l'ampleur qu'il a pris et les problèmes qu'il a affrontés, il ne faut jamais oublier que tout ceci a commencé d'abord par le discours de Robert Schuman, sa déclaration du 9 mai 1950, et ensuite par les efforts de la Haute Autorité qui, sous la présidence de Jean Monnet, a résolu dès le départ tant de problèmes qui nous ont permis de profiter de leur expérience et d'assurer l'autorité des exécutifs européens dans leurs rapports avec le Parlement et avec les gouvernements. Aussi est-ce avec grand plaisir que je prends la parole à la même tribune qu'eux, me souvenant qu'il fut un temps où j'appartenais à l'autre partie de nos exécutifs, où je n'étais pas encore Européen, j'étais encore national (c'est comme ça qu'il faut dire), j'appartenais encore aux Etats membres, siégeant au conseil spécial des Ministres de la C.E.C.A. à Luxembourg.

Nous voilà convoqués, invités à parler aujourd'hui, 2 avril, sous un titre dont j'accepte immédiatement la première partie : "Les enseignements de la crise européenne". Je voudrais faire quelques réserves sur la seconde partie du libellé : "que faire maintenant ?", qui me paraît légèrement décourageant, comme si vraiment nous étions à nous demander ce qu'il faut faire maintenant et si nous sommes dans une crise qui provoque chez nous un désarroi aussi profond. A vrai dire, la crise est tout à fait sérieuse, je crois qu'il a été bon de le constater, qu'il est bon de le

.../...

dire qu'il faut en saisir l'ampleur et les causes, mais vraiment "que faire maintenant ?", moi en tout cas personnellement, et mes collègues, nous ne sommes pas du tout embarrassés de savoir ce qu'il faut faire, et au surplus, si je l'étais, il n'y avait qu'à entendre ce que je viens d'entendre maintenant, où déjà beaucoup de choses ont été dites, de ce qu'il faut faire dans les temps actuels.

Je voudrais, avant de parler de la crise, faire en trois minustes le tableau de l'état dans lequel se trouvait la Communauté avant que la crise n'éclate. Il me paraît essentiel de s'en rendre compte, parce que aussitôt on se demandera si l'on a pas tort de s'alarmer trop quand on voit où l'on en est arrivé. En fait, au moment où la crise éclate, le 14 janvier 1963, indépendamment des efforts faits par la Communauté Charbon Acier et par la Communauté-soeur de Bruxelles, l'Euratom, nous nous trouvons avec derrière nous cinq ans de Marché commun. A ce moment-là, nous avons réussi dans l'Europe occidentale - et quand je dis "nous" - je ne pense nullement à mes collègues, je pense à l'ensemble de cet effort qui a réuni 170 millions d'Européens et dans lequel les Exécutifs, le Parlement, la Cour de justice, les gouvernements des Etats membres, le Conseil et tout l'ensemble du secteur privé animé par tant d'organisations différentes, et où nous avons réussi à allumer dans l'Occident de l'Europe cet extraordinaire foyer d'expansion économique et de progrès social qu'a été la Communauté économique européenne.

Voilà ce foyer, connaissant tout de suite une prospérité vraiment exceptionnelle, voilà que se vérifie ce que les Bénéluxiens n'avaient jamais cessé de dire pendant la négociation des traités, c'est que l'on verrait ce qu'on a vu dans le Benelux : quand on supprime des barrières douanières et qu'on crée un plus grand espace économique, cela ne profite pas seulement à ceux qui sont à l'intérieur, cela profite aussi à tout le monde : quand on allume un grand feu, cela ne chauffe pas seulement ceux qui sont autour, mais également ceux qui sont un peu plus loin.

Nous avons donc vu cette communauté en cinq ans aboutir à presque doubler ses échanges internes, à augmenter en même temps ses échanges extérieurs, et tous les Etats qui en Europe ou en dehors d'Europe nous

regardaient avec quelque anxiété au début avec beaucoup de méfiance, ont vu progressivement vérifier ce fait que l'existence de la Communauté, loin de leur avoir fait du tort, leur avait en somme profité, et que, je le répète, ce grand feu ou ce foyer que nous avons allumé, avait été profitable pour eux. Et alors nous avons vu les pays tiers, en même temps que notre Communauté se développait à l'intérieur, nous les avons vus les uns après les autres modifier l'opinion qu'ils se faisaient du Marché commun, nous les avons vus se tourner vers lui et, au moment où la crise éclate, on peut résumer, je pense, en trois phrases l'état dans lequel nous sommes : d'une part, tous les pays européens de l'Europe libre ont décidé de s'associer avec le Marché commun, sinon d'y adhérer, tous les pays africains, qui sont nos associés, ils sont 18, devenus indépendants, ont décidé de rester associés avec nous comme pays indépendants, et en troisième lieu, les Etats-Unis d'Amérique, après ces quelques années de Marché commun, saluent pour la première fois en Europe, et le disent, un ensemble suffisamment équilibré et puissant pour être leur partenaire égal. Vraiment, quand on voit ce que les Européens ont réussi à faire pendant ces cinq années, et en y ajoutant ce qu'ils ont déjà fait dans les cinq années précédentes, je crois que personne n'a le droit de dire que l'Europe est vieille, qu'elle est fatiguée, qu'elle est sans imagination, et qu'elle appartient au passé. Voilà où nous étions.

Là-dessus la crise éclate. Cette crise est d'abord, je le rappelle, une crise de nos relations extérieures. Nous sommes en négociations avec une série de pays, le plus grand d'entre eux est la Grande-Bretagne, et voilà que ces négociations sont interrompues. Si la crise n'était que cela, elle serait un accident, grave sans doute, mais simplement un accident. Ce n'est pas la première fois que nous essayons d'établir des relations nouvelles avec la Grande-Bretagne et avec d'autres pays européens; cela a déjà échoué dans les fois précédentes, peut-être aussi un peu de notre faute; je ne rejette la responsabilité sur personne d'autre; en ce qui concerne tout de même spécialement la Grande-Bretagne, elle avait manqué un certain nombre d'occasions de nous rejoindre; elle avait manqué d'accepter la première communauté, à ce moment-là, Monsieur Jean Monnet et M. Etienne Hirsch étaient allés à Londres, au lendemain de la

déclaration de Robert Schuman, et avaient demandé aux Anglais s'ils étaient disposés à se joindre à cet effort. Je m'excuse, cher ami Finet, j'espère que je n'empiète pas sur votre propre exposé. A la vérité, à ce moment-là les Anglais, après avoir considéré l'affaire pendant une journée ou deux, avaient dit : we are not ready to joint, and you wont succeed. We are not ready to joint and you wont succeed. C'était leur conviction; ils avaient le droit de l'avoir.

On leur a refait de nouvelles offres ultérieurement. Nous avons eu la présence d'un expert anglais lorsqu'on a commencé à négocier le traité de Rome. Il faut rappeler qu'on a commencé le traité de Rome non pas à six mais à six plus un haut fonctionnaire britannique, qui est resté pendant des mois ici à Bruxelles, dans ces premiers travaux poursuivis ici dans les locaux au-dessus de la Compagnie de Trieste, rue Belliard, et il fumait des pipes et ne disait rien, regardant les disputes entre Européens et convaincu que jamais ils ne résoudreient les problèmes qui étaient ceux du traité de Rome. Il est parti sur la pointe des pieds, sans rien dire, après six mois de présence amicale et silencieuse, et il a été très étonné, un an après, de s'apercevoir que l'affaire était faite et que le traité de Rome était signé.

Ce qui fait que si nous avons quelque querelle avec nos amis britanniques, et si nous n'avons pas réussi au premier coup à nous mettre d'accord avec eux sur cette négociation, ce ne serait pas en soi une catastrophe. Ce serait cependant un singulier paradoxe, il faut convenir, qu'au moment où justement nos amis anglais révisant d'une façon fondamentale l'approche qu'ils ont eue pendant non seulement des années, mais presque des siècles, à l'égard des problèmes européens, à ce moment précis où les Anglais changent leur optique; ce soit nous qui leur fermions la porte au lieu de les accueillir, c'est vraiment un paradoxe et c'est une chose désolante, je voudrais le répéter.

Mais si la crise nous a ébranlés plus profondément, c'est parce qu'elle est devenue très rapidement une crise interne. Elle est devenue une crise de confiance entre les Etats membres, une crise de confiance

des Européens se demandant si la grande construction en laquelle ils avaient foi n'était pas peut-être plus fragile qu'ils ne l'avaient imaginée et se demandant si elle allait être frappée d'arrêt ou de paralysie. Voilà pourquoi les choses ont pris un cours plus fâcheux ou plus préoccupant et je dirai tout de suite que la cause de ce transport interne d'une crise qui aurait dû être externe, provient de toute évidence de la manière dont elle a éclaté. Il est parfaitement clair que c'est le droit, que c'était le droit d'un des Etats membres de notre Communauté de refuser son consentement soit au début de ces négociations, soit à leur poursuite. Il aurait pu se faire qu'un d'entre eux, et ce n'était pas nécessairement le Gouvernement français, ait à un certain moment des doutes quant à l'opportunité de poursuivre la négociation et eut eu vraiment l'intention de s'en ouvrir à ses amis et à ses partenaires et de leur dire : croyez-vous vraiment qu'il faille continuer, nous avons l'impression que ça ne va pas très bien. Ou bien : croyez-vous qu'on peut se mettre d'accord sur les problèmes économiques sans régler en même temps les problèmes politiques ou militaires fondamentaux. Il se fait que cela a pris la forme que vous savez, je ne crois pas devoir employer une formule beaucoup plus claire, cela a pris la forme que vous savez et c'est par une conférence de presse que tout le monde a appris avec stupeur que la négociation était interrompue. Après avoir lu cette conférence de presse, le lundi 14 janvier au soir, on s'est demandé ce qu'elle voulait dire, car si vous avez la curiosité de la relire, elle ne disait pas du tout que les négociations étaient interrompues. Elle parlait simplement "des doutes ... ces longues négociations qui etc ... aboutiront-elles ?". Mais ce n'était pas une déclaration de rupture. Tant et si bien que la délégation française qui était avec nous à Bruxelles, n'ayant pas compris les paroles que l'on avait entendues par la radio signifiaient la rupture, a continué à négocier avec nous toute la journée du 15, toute la journée du 16 janvier, et on a continué tous ensemble à faire des progrès; je dirais même que ce grand papier, comme toujours prestigieux dans la forme, avait eu comme conséquence de faire comprendre aux Anglais que le moment était venu de faire quelques concessions supplémentaires, dont la journée du 16 a été du reste remplie.

Il a fallu que le 16 au soir, nous recevions la traduction en français de cette grande harangue politique et que nous apprenions que cela signifiait que les négociations étaient interrompues.

Pour que vous saisissiez à quel point les partenaires européens et notre Commission en ont été choqués, il faut que vous sachiez que dans le Marché commun, rien ne se fait en matière de négociations internationales sans des consultations. Actuellement, non seulement parce que nous avons toute la mécanique institutionnelle bien connue, mais parce que nous avons fait décider par le Conseil des ministres que dans toutes les négociations que les Etats membres poursuivent à l'égard de pays tiers, plus aucune de ces négociations de quelque importance n'est commencée sans qu'il y ait lieu d'abord à Bruxelles une consultation dans laquelle, sous la présidence des fonctionnaires de notre Commission, qui sont responsables de cela, les experts commerciaux des six pays, y compris le pays qui va négocier au-delà des frontières de la Communauté, n'aient exposé les problèmes et se soient consultés. Quand la France négocie le renouvellement de son accord commercial avec l'U.R.S.S., les experts français viennent à Bruxelles et nous nous réunissons avec eux pour savoir ce qu'ils ont l'intention de faire. Quand la Belgique, avec les autres pays de Benelux, négocie à Budapest - je prends des exemples tout récents et que j'ai vécus - on commence par se consulter et on se consulte même sur des problèmes assez petits, sur des contingents agricoles, sur mille tonnes de blé ou de légumes ou de tout autre produit respectable. Et alors, pensez que quand il s'agit de quelque chose d'aussi vaste, d'aussi fondamental que l'élargissement de la Communauté, on puisse apprendre par la presse, et Dieu sait si je la respecte, mais apprendre par la presse ce que vraiment décide un de nos partenaires, que les partenaires du Marché commun n'ont pas été avertis, que les ministres de notre Communauté ne l'ont pas su, que les Anglais avec lesquels on négocie depuis seize mois n'ont reçu aucun avertissement quelconque et que c'est par les journaux qu'ils ont appris qu'on leur fermait la porte, cela a provoqué dans

.../...

notre Communauté des réactions extrêmement violentes. Je crois qu'il faut s'en réjouir : les réactions ont été tout à fait saines et c'est ce que je voulais d'abord souligner. Il y a eu deux réactions évidentes et immédiates. La première : le temps des hégémonies est fini. Vraiment c'est un des mérites de nos Communautés européennes, et je me tourne encore vers la Communauté Charbon Acier, c'est elle qui a commencé, c'est un des mérites de nos Communautés européennes d'avoir organisé une intégration entre des Etats grands et petits, en organisant entre eux des mécanismes qui permettent d'éviter que certains d'entre eux ne fassent la leçon aux autres, que les plus petits soient simplement à la remorque des grands. Les petits n'ont pas les mêmes droits que les grands, il y a des pondérations prévues dans les dispositions du Conseil des ministres. Personne n'imagine que la Belgique soit aussi grande que la France ou la République fédérale, mais notre mécanisme institutionnel ne permet pas aux grands Etats de régner sur les petits, les pondérations de vote ont été faites en conséquence. Alors la crainte s'est élevée tout de suite chez les petits Etats de la Communauté, je parle de nos trois pays de Benelux, je ne parle pas de l'Italie qui est un grand pays et qui du reste l'a montré en cette circonstance, la crainte s'est élevée tout de suite de voir rétablir un système d'hégémonie, et tout le monde a dit : ça c'est fini, cela appartient au passé, l'Europe ne peut pas être fondée sur la domination ni d'un homme ni d'un Etat. Et cette première réaction m'a paru d'une extrême santé, d'une grande santé politique. La seconde a été : en aucun cas notre Communauté ne peut être une Communauté fermée. Nous ne voulons pas que cette communauté soit anti-anglaise; nous ne voulons pas qu'elle soit anti-américaine. Je ne peux que reprendre à mon compte ce qui vient d'être dit par mon ami, M. le vice-président Coppé, il ne peut pas être question pour l'essentiel des Européens, et je dis l'essentiel, je dirais à peu près tous, il ne peut pas être question de concevoir une communauté européenne, une organisation de l'Europe occidentale qui soit fermée à tous les grands courants du monde ou qui n'ait pas le

.../...

sens de sa responsabilité internationale et même mondiale. Alors où est le problème ? Le problème né de cette crise est de savoir, non pas du tout si l'on pourrait imposer à cette communauté une politique qu'elle ne veut pas, car personne n'a le pouvoir de la lui imposer, il est de savoir simplement si les divergences de vues entre les Etats membres pourraient éventuellement en paralyser la marche et le progrès. Le Gouvernement français est en désaccord avec ses collègues depuis longtemps sur un certain nombre de problèmes, quant à l'organisation politique de l'Europe. Depuis deux ans, on a beaucoup discuté dans le Comité Fouchet et le Comité Catani; on ne s'y est pas entendu; mais il a été très clair que le Gouvernement français, puisque c'est lui qui est en cause, n'était pas en mesure d'imposer ses vues à ses collègues et en conséquence l'Europe politique telle qu'elle était conçue à Paris à ce moment-là n'a pas encore vu le jour. Ici, c'est la même chose : aucun gouvernement ne pourrait imposer à la Communauté une politique protectionniste; le danger est autre, je le répète, c'est que les divisions entre nos Etats membres, c'est que leurs divergences de vues réagissent d'une façon telle sur les institutions que notre Communauté s'en trouve paralysée. C'est ce que nous avons vu pendant à peu près deux mois. On n'a plus fait aucun progrès dans aucun domaine, aucun dans le domaine agricole, aucun dans le domaine des transports. On s'est demandé si on pouvait encore utilement réunir le Conseil, et c'est à cause de cette situation préoccupante qu'on a eu l'impression que vraiment la Communauté allait se trouver dans l'impossibilité de continuer sa route.

Où en sommes-nous maintenant, après deux mois? Eh bien après deux mois, l'atmosphère est déjà en train de changer rapidement, et je crois qu'on pouvait le prévoir dès l'origine. Je crois, en effet, qu'il y a quelques raisons pour nous de penser que les choses ne vont pas rester, et qu'elles ne sont déjà pas restées où elles étaient au temps où la crise a éclaté. Outre les réactions pleines de santé politique que je viens d'évoquer, il y a le fait que nous avons de fortes raisons, comme exécutifs, et nous avons manifesté cet optimisme partout, de fortes raisons de croire que les choses allaient prendre un autre cours.

Et la première, c'est ce que nous avons fait depuis cinq ans. Je ne vais pas vous l'énumérer, tant s'en faut, mais je voudrais remarquer ceci : c'est que tous les progrès que notre Communauté a faits pendant ces cinq années, nous les avons faits avec le consentement unanime des Etats membres, avec les Etats membres tels qu'ils sont organisés maintenant, avec leurs gouvernements tels qu'ils se comportent maintenant, avec au pouvoir les hommes grands ou petits, prestigieux ou non, qui sont ceux qui sont à la tête de nos Etats membres dans chacun de nos pays, et notamment, puisque les inquiétudes se sont fait jour du côté de Paris, constatons que c'est avec le même gouvernement que celui qui est au pouvoir en ce moment à Paris que nous avons fait tout l'ensemble des progrès communautaires et des progrès qui ont coûté quelque chose à la France, que nous n'avons pas simplement fait avec elle une politique agricole commune, dont elle serait certainement un des bénéficiaires, mais que nous avons fait avec la France "la liste G", cette négociation tarifaire qui a abouti à une protection moins grande d'un certain nombre de produits; c'est avec la France que nous avons fait l'accélération du Marché commun, auquel elle n'avait peut-être pas le même intérêt que les autres; c'est avec le Gouvernement français que nous avons fait la réduction de 20 % de notre tarif, que nous avons proposé alors à nos partenaires au G.A.T.T., et que nous avons négocié; toute une série d'actions ont donc été faites avec le Gouvernement français actuel, témoignant que, si même sur certains problèmes politiques, il a de toute évidence une "température" différente de la nôtre, il est parfaitement conscient de ce qui se trouve dans le Marché commun et qu'il est décidé à ne pas le paralyser.

Cela me paraît, quant à moi, par l'exemple que nous avons eu depuis cinq ans, tout à fait clair, et je ne crois par conséquent pas du tout qu'il soit sage, qu'il soit raisonnable de nous faire aux uns et aux autres des procès d'intentions définitifs, comme si vraiment toute notre mécanique était paralysée par la volonté d'un seul.

Je dis en second lieu : nous étions optimistes parce qu'il était évident que tous nos Etats ont intérêt par quelque côté à la poursuite du Marché commun, que les Français et les Italiens y sont intéressés autant que les Allemands ou les Bénéluxiens, et que la seule chose qu'on puisse remarquer c'est que leurs intérêts sont peut-être portés vers des secteurs un peu différents. C'est vrai que les Français sont surtout intéressés par la politique africaine, par la politique agricole; c'est vrai que les Allemands sont plus intéressés à la politique tarifaire générale et au libéralisme de la Communauté ou à son élargissement; c'est vrai que les Hollandais sont très intéressés à notre politique des transports: soit pour qu'elle marche soit pour qu'elle ne marche pas, ils y sont de toute manière extrêmement intéressés; je ne sais pas comment je devrais définir les intérêts que nos concitoyens belges ont dans cette affaire, ou ceux des italiens; mais il est tout à fait clair que chacun d'entre nous a intérêt à cette politique d'ensemble. C'est pourquoi nous avons pensé que la solution de cette crise viendrait de cette simple constatation de la confrontation des intérêts éventuellement compromis et de cette évidence que chacun ne pourra obtenir la solution des problèmes qui l'intéresse qu'en acceptant également de se pencher sur ceux qui intéressent les autres.

Quels sont nos problèmes actuels ? Les principaux sont de continuer à construire nos politiques communes, et particulièrement la politique agricole, de continuer notre politique vers les pays en voie de développement et spécialement l'Afrique, et en troisième lieu d'aborder hardiment avec les Américains et les autres grands pays industriels à Genève, la grande négociation Kennedy qui va s'annoncer maintenant. Pour compléter ce tableau, ajoutons-y ce qui est actuellement en difficulté : l'élargissement de la Communauté aux frontières de l'Europe libre. Eh bien, quand on voit ces différents intérêts, il était clair et il devient clair ces jours-ci que toutes ces choses il faut les prendre en même temps. Je l'ai dit récemment, et je m'en convaincs tous les jours davantage en voyant comment les choses évoluent, vouloir résoudre un de ces problèmes isolément ne serait pas possible; il faut les résoudre tous : il faut en même temps reprendre la politique

africaine, en même temps reprendre la politique agricole, en même temps négocier le Trade Expansion Act.

Mesdames, Messieurs, cela était clair hier, cela s'est matérialisé aujourd'hui. Si j'arrive en retard c'est après avoir assisté à un conseil qui a duré toute la journée et où les ministres des affaires étrangères de nos six pays se sont rassemblés avec leurs collègues des finances et leurs collègues de l'agriculture. Il y avait non moins de vingt ministres européens autour de la table plus les Exécutifs, et nous avons procédé à un tour d'horizon vraiment très approfondi de la situation. Cela a commencé par un remarquable discours de M. Schroeder, le ministre des affaires étrangères de la République fédérale, auquel tout le monde a répondu les uns après les autres; puis on a abordé les problèmes. Et quel est le bilan ce soir ? Eh bien, dans le bilan d'aujourd'hui, sans doute, on n'a pas résolu tous les problèmes, mais on a fait deux choses qui me paraissent absolument majeures. La première : la Communauté a décidé qu'elle allait participer d'une façon active à la grande négociation tarifaire qui va s'ouvrir à Genève, à partir de la Conférence ministérielle du mois de mai prochain, et dont la négociation positive débutera au début de 64. Quand je pense à tous les propos négatifs ou anxieux que j'ai entendus depuis deux mois : sur le point de savoir s'il y aurait moyen de convaincre les Français de faire la négociation Kennedy ? Nous avons eu là-dessus aujourd'hui les assurances les plus précises, les concours les plus certains. Cela ne veut pas dire que nous n'aurons pas beaucoup de difficultés en cours de route, mais vraiment il y a toutes chances que les choses commencent bien.

Et la seconde décision, peut-être encore plus spectaculaire, est celle de la confirmation par le Conseil, dix minutes avant que je le quitte, à la fin de sa séance, la confirmation par le Conseil de ce que le prochain rapprochement tarifaire qui, en vertu de l'accélération doit se faire le 1er juillet prochain, se fera, qu'il se fera à la date indiquée et que nos six gouvernements ont

décidé unanimement aujourd'hui de le faire sur une base réduite avec de nouveau une réduction de 20 % de notre tarif extérieur. Qui est-ce qui aurait pensé il y a trois, quatre semaines, qu'il y aurait eu moyen de convaincre nos ministres unanimes de faire un effort pareil à un moment où tout le monde avait l'air de penser que les choses allaient si mal ? Eh bien, cela a été une très bonne journée, où l'on a parfaitement compris qu'à travers un certain nombre de divergences qui subsistent encore tout de même, les six gouvernements des Etats membres sont unanimement d'accord sur l'idée qu'à la fois la Communauté continue, qu'elle se développe et qu'elle reste tournée vers l'extérieur. C'est vraiment un grand événement. Je crois qu'il sera salué demain dans la presse au niveau de sa dimension véritable. Je crois que la journée d'aujourd'hui (c'était le sentiment général) a été une très bonne journée.

Mesdames, Messieurs, comment s'étonner que l'on en arrive là ? Peut être un peu d'étonnement qu'on y soit arrivé si vite. Et alors, et je voudrais terminer par là avant d'aborder ma conclusion, si je me tourne vers le problème non résolu de l'élargissement de la Communauté européenne, ce problème là en effet, est actuellement devenu ou redevenu un problème difficile. Mais si c'est un problème difficile, personne ne doute que ce problème ne sera réglé, que nous trouverons des solutions aux problèmes qui nous séparent des Anglais, que nous trouverons le moyens de vivre d'une façon harmonieuse, et en tout cas probablement progressive avec les pays européens qui ont cherché à s'associer avec nous et qui pour le moment se demandent si la Communauté a vraiment l'intention de leur tourner le dos. Déjà l'un d'entre eux nous a approchés, et ce que j'ai entendu aujourd'hui indique de la façon la plus claire qu'on a l'intention de lui répondre d'une façon positive et que la Communauté ne se détournera pas des soucis qui peuvent exister pendant cette période intermédiaire et certains de nos pays voisins: je pense en ce moment à la République autrichienne.

Mesdames, Messieurs, voilà où nous en sommes au soir de ce 2 avril, après deux mois et demi - je crois que c'est à peu près ça - deux mois et demi de crise européenne. En en faisant le bilan, je voudrais dire au moins une chose : c'est que en comparant toutes ces choses qui se sont produites et celles qui ont échoué, on voit

vraiment la différence entre les méthodes communautaires et celles qui ne le sont pas. Je voudrais être précis là-dessus, si la négociation avec les Anglais a échoué, c'est parce qu'on utilise une procédure non communautaire pour cette négociation. Nos gouvernements, malgré les protestations de notre Exécutif, et passant outre à nos objurgations d'octobre 1961, nos gouvernements ont unanimement décidé qu'ils n'allaient pas confier aux institutions communautaires la négociation de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté, mais qu'ils allaient négocier chacun pour son propre compte. Et on a monté une mécanique de sept gouvernements, six Etats membres et le septième c'était la Grande-Bretagne, et on a fait une conférence diplomatique. Par-dessus le marché, pour souligner que ce n'était pas une opération communautaire, on a déplacé le lieu de ces réunions, et tandis que le Conseil de la Communauté, se réunit toujours au Palais des Congrès, à la salle Europe au septième étage de Ravenstein, on s'est transporté aux Quatre-Bras au ministère belge des affaires étrangères qui, pendant quatorze mois, a donné asile à la conférence d'adhésion britannique. Une conférence diplomatique de sept gouvernements, Mesdames, Messieurs, cela signifie simplement que quand un gouvernement décide de ne plus rien faire, la conférence est terminée. Et vraiment, c'est très bien d'adresser des reproches à un des gouvernements des Etats membres, et je vous ai clairement dit combien il me paraissait responsable de cette affaire. Mais les autres peuvent aussi se dire qu'il ont de toutes pièces créé les circonstances, les moyens, les méthodes et les mécaniques permettant que cette conférence échouât au lieu de réussir. Je compare ceci avec d'autres négociations que nous avons eues, qui ont été des négociations communautaires, et dans lesquelles c'étaient les organes de la Communauté qui négociaient au nom de la Communauté, avec un pays tiers. Nous avons eu cela avec la Grèce, dont nous avons négocié l'association à la Communauté. Est-ce que vous croyez que cela a été facile ? Pensez-vous que nos Etats membres ont été d'accord sur cette négociation ? Nous avons eu d'énormes difficultés, nous avons eu des discussions extrêmement profondes, des débats dans lesquels, de toute évidence, la position des différents Etats membres était très éloignée, mais comme c'était notre Commission qui négociait, toutes ces difficultés se produisaient à l'intérieur des organisations communautaires. Ce n'était pas une crise. Nous n'avons pas eu de crise avec les grecs pendant que nous étions occupés à tâcher de rassembler derrière nous les Etats membres et à faire entre eux les compromis nécessaires.

La grande négociation tarifaire Dillon, ça a été la même chose. Pendant que notre Commission négociait à Genève, nous étions occupés, à Bruxelles, à régler les différends parfois assez graves entre nos gouvernements quant à leur approche de ces négociations, où tout le monde sait que les intérêts des Etats membres sont différents puisque pour les Hollandais, les Belges, les Allemands et les Luxembourgeois, tout abaissement du tarif douanier est une très bonne chose car cela dispense ces Etats de se rapprocher du tarif commun, tandis que pour les Français et pour les Italiens, dont le tarif est plus haut, un abaissement tarifaire c'est une charge supplémentaire à quoi ils doivent faire face. Nous avons eu beaucoup de discussions avec eux, ces discussions ont été difficiles; elles n'ont jamais interrompu nos négociations à Genève; nous négocions avec les pays tiers, et pendant ce temps-là à Bruxelles, dans ce cadre communautaire, nous résolvions les problèmes auxquels nous avions à faire face. Si jamais la conférence d'adhésion de la Grande-Bretagne avait été montée comme cela, les négociations ne seraient pas interrompues à l'heure actuelle, nous serions encore en discussion avec les Anglais, cependant que nous nous efforcerions de régler entre nous les divergences nées entre les Etats membres.

Quand on parle, puisque c'est notre sujet, des enseignements de la crise européenne, je pourrais, je crois, les résumer d'un mot : chaque fois qu'on s'est écarté de l'esprit communautaire ou des procédures communautaires, les Communautés ont été en difficulté. Chaque fois qu'on y a été fidèle, elles ont prospéré et c'est par les méthodes communautaires et les procédures communautaires que nous avons vu naître cet immense ensemble dont je vous parlais au début de mon exposé.

Mesdames et Messieurs, il y a tant de problèmes autres dont il faudrait parler, mais qui ne sont pas ceux peut-être de la crise européenne, tant de choses, tant d'intérêts concernant d'autres pays avec lesquels nous négocions en ce moment, d'autres choses dont il faudrait peut-être entretenir cet auditoire; il faudrait parler d'Israël, il faudrait parler de la Turquie, il faudrait parler de l'Iran, il faudrait parler de tant de problèmes intérieurs, de la politique de la concurrence, de la politique des transports, de tant de choses.

Ce n'est pas notre sujet de ce soir. Je termine maintenant mon exposé en vous disant ceci : nous avons donc, en l'espace de cinq ans, fait des choses vraiment considérables, nous autres, Européens; ne nous laissons pas impressionner trop par une difficulté, la première vraiment grande, à laquelle nous nous sommes heurtés. Comme le disait mon ami Coppé, nous en aurons d'autres; cette crise est la première; il serait vraiment incroyable dans l'histoire humaine que nous n'en eussions pas d'autre. L'histoire de nos pays est elle-même faite tout entière de crises parfois violentes, de guerres, de ruines, de misère, suivies de périodes éblouissantes, de changements profonds. L'histoire humaine de notre Communauté nous amènera des périodes de grande prospérité, des périodes de grande difficulté. Mais une chose me paraît dès à présent sûre :

Nous n'aurions pas pu faire le tiers, le quart, le dixième de ce que nous avons fait depuis dix ans, si tout ceci n'avait pas répondu profondément au sentiment de nos concitoyens, au sentiment profond des Européens. Et je ne vois pas quel est le gouvernement qui oserait maintenant aborder son opinion publique en disant qu'il est adversaire de la construction européenne ? Je ne vois pas quel est le pays où on pourrait élire un parlement et où l'on pourrait soutenir une organisation gouvernementale qui prendraient le contre-pied de ce qu'a été tout cet immense effort. Et même chez ceux dont les traditions pour le moment sont tournées vers un très grand passé, eh bien même ceux-là sont actuellement en train de donner leur concours à cette construction nouvelle. Vraiment, je crois que les Européens ont tiré la leçon de deux guerres; et c'est une chose bien étonnante dans l'histoire, que nous ayons réussi après la guerre de 14 - 18 et après la guerre de 40 - 45. et la plupart des hommes qui sont au pouvoir dans nos pays ont vécu l'une et l'autre, que l'on ait réussi à en tirer la leçon et à se mettre d'accord sur l'idée d'un renouveau profond de la pensée et de l'action politiques européennes. Vraiment, nous n'aurions pas pu espérer cela, et je me demande si nos concitoyens en sont tous conscients. Certainement ceux qui sont ici dans cette salle, ils sont venus pour cela. Mais quand nous rencontrons des gens dans la rue, est-ce qu'ils savent bien, est-ce qu'ils voient la grandeur et la dimension des événements qu'ils sont en train de vivre ? Lorsque les députés des Etats généraux

sont venus à Versailles le 5 mai 1789 pour apporter leurs cahiers de revendications de la noblesse, du clergé et du tiers état au roi Louis XVI, est-ce qu'ils se rendaient compte qu'ils faisaient autre chose que d'apporter des cahiers de revendications, mais qu'ils écrivaient la première page de la révolution française, qui allait transformer fondamentalement la France d'abord, les autres pays européens ensuite, et les faire passer d'état d'ancien régime à celui de nations modernes. Est-ce que nos concitoyens se rendent compte qu'après cinq siècles, cinq siècles de vie européenne basée sur la nation et sur les batailles et les rivalités entre nations, c'est notre génération qui est en train de faire l'Europe ? Et avec quelle vitesse ne la fait-elle pas, puisqu'en dix ans nous avons construit trois communautés, déjà réalisé la moitié du Marché commun, provoqué l'expansion, amené maintenant les autres pays européens à se tourner vers nous, amené - c'est peut-être la chose la plus remarquable - les Etats africains qui avaient été - j'ose à peine dire - nos esclaves, disons au moins dominés par nos pays, à décider librement cette fois de rester associés avec nous; enfin quand nous voyons que la grande République américaine, après cinq ans de Marché commun, dit publiquement, qu'elle veut organiser avec nous un partnership, et quand Monsieur Bill va dire à Bonn que pour la première fois dans leur histoire, les Américains trouvent en Europe une organisation qui est à leur dimension et avec laquelle ils puissent parler d'égal à égal, Mesdames, Messieurs, je crois qu'à ce moment-là on se rend compte que le sort de l'Europe n'est pas fini, qu'au contraire il commence.

Monsieur le Président du Conseil d'administration,
Monsieur le Recteur, Mesdames, Messieurs,

Lorsque l'organisateur du colloque de ce soir a sollicité mon concours et ma participation, je l'ai prévenu que j'étais incapable physiquement de faire une conférence. Je suis un ancien militant syndicaliste. Ça fait 35 ans que j'ai débuté comme secrétaire permanent du syndicat des métallurgistes de ma commune natale; j'ai donc eu à parler en de nombreuses occasions : en salle, en plein air, avec micro et sans micro. J'ai en un mot abusé des cordes vocales que la nature m'avait données, et la nature s'est vengée, elle m'en a supprimé une, de sorte que je n'ai plus qu'une demi-voix et je demande votre indulgence pour le peu de tonalité de mon organe vocal.

Dans une conversation particulière, quelqu'un s'est étonné de la faiblesse de ma voix. Il ne me connaissait pas très bien, et j'ai dit : oui, c'est un malheur car j'ai dû résilier un contrat que j'avais avec le Théâtre royal de la Monnaie, et je devais au cours de la saison chanter le baryton Camillo de Carmen. Et ce brave type m'a dit : ah quel dommage, Monsieur, vous en avez perdu de l'argent. J'ai dit oui.

En alors, en me moquant un peu de moi-même, je me console de l'avatar qui m'est survenu.

Mesdames, Messieurs,

Je ne vous ferai pas une analyse politique de ce que vous avez dit, appelé, en faisant preuve d'ailleurs de beaucoup de pessimisme, "la crise européenne". Je ne suis pas un homme politique. Quand les premiers membres de la Haute Autorité m'ont coopté, ils ont fait appel à mon concours pour que je puisse m'occuper particulièrement des questions sociales, pour que je sois le gardien de la vigilance, le gardien vigilant de l'intérêt des travailleurs, et pour empêcher que l'établissement du Marché commun ne provoque chez les travailleurs de grandes difficultés et ne provoque des problèmes qui touchaient à leurs intérêts vitaux. Donc, pendant dix ans, je me suis particulièrement préoccupé de cela. Et l'organisateur de ce colloque a été assez aimable

de rappeler que j'étais après tout un ancien président de la Haute Autorité, mais c'est une chose dont je ne me vante pas beaucoup, parce que je me suis toujours rendu compte que mon accession à la présidence de la Haute Autorité n'était après tout qu'un accident politique, qui avait pour raison une répartition qu'on voulait la plus équitable entre les différentes opinions, et comme j'étais le seul Socialiste à la Haute Autorité, c'est sur moi qu'est tombée la charge de la présidence à ce temps-là. Par conséquent, je ne suis pas un politique, je ne suis qu'un homme politique, qu'un homme qui s'occupe de problèmes sociaux. Mais je voudrais malgré tout réagir contre le pessimisme qui s'est manifesté à propos de l'Europe, à propos de la construction de l'Europe après la rupture des négociations avec l'Angleterre.

L'Angleterre, le Royaume-Uni, a été dès le début invitée à se joindre aux six pays qui avaient décidé d'adhérer à la première Communauté européenne, celle du Charbon et de l'Acier. Et tout à l'heure, M. Rey a rappelé la démarche du premier président de la Haute Autorité, M. Jean Monnet, démarche accomplie en compagnie de M. Hirsch, l'ancien président de l'Euratom, et la réponse qui leur a été faite. Les Anglais étaient méfiants à l'égard de la première Communauté européenne. Et mon ami Coppé se rappellera certainement que Jean Monnet nous a souvent entretenus en Haute Autorité de l'attitude des Anglais. Il a essayé de s'approcher, d'approcher les Anglais le plus près possible, et il a réussi puisque finalement nous avons eu un traité d'association avec le Royaume-Uni, et quand certains d'entre nous disaient à M. Monnet : mais ça n'est pas assez. Monnet répondait : patientez, je connais les Anglais. Et en effet, il les connaissait, il les avait fréquentés pendant la première grande guerre, et il les avait beaucoup fréquentés entre les deux guerres et surtout pendant la dernière guerre. Il disait : les Anglais ne sont pas des théoriciens; ils récusent toutes les théories, et chez eux, souvenez-vous de ça, un fait est plus respectable qu'un lord-maire. Les Anglais finiront par adhérer à la Communauté du Charbon et de l'Acier, mais ils adhéreront à cette Communauté quand ils se rendront compte que cette première communauté européenne est un succès. Et je suis

sûr que si on n'avait pas établi le traité de Rome, si la Communauté économique européenne n'avait pas été instituée en janvier de 1958, si on n'avait pas eu cette relance européenne qui a abouti au traité de Rome, les Anglais auraient demandé leur adhésion à la Communauté du Charbon et de l'Acier, parce que celle-ci s'est démontrée un succès. Monsieur Rey a souligné tout à l'heure l'augmentation des échanges entre les pays de la Communauté, au point de vue de la Communauté économique. Les échanges entre les pays de la C.E.C.A., les échanges de charbon et d'acier, ont certainement augmenté et les Anglais sont convaincus qu'ils pourraient adhérer à la Communauté du charbon et de l'acier, parce que celle-ci est devenue un succès. Il y a crise européenne, mais Monsieur Rey l'a excellemment souligné, ce n'est pas le fait même du refus de l'adhésion de la Grande-Bretagne, c'est la façon dont cette décision a été prise, et c'est cette crainte de l'hégémonie soit d'un pays soit de deux grands pays. Et Monsieur Rey a eu parfaitement raison : quelle est la crainte des petits pays ? Mais c'est de se voir manœuvrés par une coalition des deux plus grands pays, et toutes les craintes qui ont été provoquées par le Traité de coopération franco-allemand participent évidemment de ce sentiment.

Qu'il y ait crise dans les Communautés, ce n'est pas une chose nouvelle; qu'il y ait désaccord entre les partenaires, ce n'est pas une chose nouvelle. L'essentiel c'est que les difficultés qui apparaissent au cours des discussions, elles ne soient pas résolues en-dehors des Communautés, mais qu'elles soient résolues à l'intérieur, et par les Institutions de la Communauté. Je crois, pour ma part, que les Communautés européennes ne sont nullement en danger. Et ma conviction est faite de leçons du passé. La Belgique, notre pays, connaît depuis plusieurs années, une crise, et cette crise c'est la crise charbonnière. Nous avons supprimé en Belgique bon nombre d'exploitations charbonnières; la production belge qui a été de trente millions de tonnes, se situe maintenant aux environs de 21 millions de tonnes; et cette crise charbonnière, elle est apparue fin 1958. La Haute Autorité, à ce moment-là, s'est rendue compte que ce n'était pas une crise strictement conjoncturelle, mais que cette crise charbonnière était de nature structurelle. Et voulant appliquer les dispositions du Traité, la Haute Autorité a

proposé que les Etats membres reconnaissent avec elle qu'il y avait crise manifeste dans l'industrie charbonnière, mais pour que l'on puisse appliquer les dispositions du Traité qui auraient permis d'établir des quotas de production dans chacun des pays producteurs de charbon, qui auraient permis de contingentier les importations charbonnières en provenance des pays tiers, qui auraient permis de faire partager à tous les pays producteurs de charbon les charges, le fardeau de la crise charbonnière, il fallait qu'une décision soit prise à une majorité qualifiée. Cette majorité, la Haute Autorité ne l'a pas trouvée. Et quelles étaient les raisons pour lesquelles on n'a pas trouvé cette majorité ? C'est parce que l'esprit communautaire n'était pas assez développé, et que les intérêts nationaux primaient les intérêts de l'ensemble. Un ministre nous disait : mais si j'ai des difficultés dans l'établissement de quotas, ce n'est pas vous qui viendrez remettre de l'ordre dans mon pays. Et un autre disait : nous ne contestons pas, nous ne nions pas qu'il y ait des difficultés dans l'industrie charbonnière, mais mon pays est capable de résoudre pour son compte ces mêmes difficultés. Et après des discussions assez vives, quand il a fallu passer au vote, il n'y a pas eu de crise manifeste, et reconnaissant tout de même qu'un pays payait un tribut particulièrement lourd à la crise, et ce pays c'était la Belgique, on a pris certaines dispositions pour essayer d'alléger la crise en Belgique. Mais nous pourrions citer de nombreux exemples de crises qui risquaient de se développer à l'intérieur des Communautés.

L'Europe ne se fait pas en un mois ni en un an, ni en dix ans. Faire l'Europe, ça présuppose beaucoup de changements dans la façon de penser des hommes qui gouvernent et qui sont surtout alors soucieux des impératifs politiques qui s'imposent dans leur propre pays. Et je ne crois pas pour ma part que ce que nous avons connu il y a deux mois et demi met en danger la construction européenne. Mais je ne vais pas m'étendre, je ne vais pas faire de la Philosophie à cet égard. Que faut-il faire pour parer au danger d'une désintégration possible de l'Europe, de ce qui a été fait jusqu'à présent ? A mon avis, et M. Roy l'a déjà dit d'ailleurs, les exécutifs doivent continuer ce qu'ils ont commencé jusqu'à présent.

Le Marché commun économique, la Communauté économique européenne, elle ne devait pas se faire, elle ne doit pas se faire au bout de cinq années. La période de transition, si je ne m'abuse, cher Monsieur Rey, était de dix ans, et cette période de transition pouvait être prolongée pendant deux ans encore. Par conséquent, on n'a pas espéré au départ, d'établir d'un coup un marché commun; nous avons fait des expériences également à la C.E.C.A.; nous avons eu une période de transition de cinq années dans laquelle les règles absolues du Traité n'étaient pas appliquées, pour permettre justement des adaptations alors des industries de la Communauté aux règles du Traité, et par conséquent il faut continuer à faire ce qui a été fait; il faut ne pas faire preuve de pessimisme, et il faut renforcer les Communautés. Et mon collègue, M. Coppé, a indiqué quelques moyens. Il faut donner au Parlement européen un caractère différent de celui qu'il a à l'heure actuelle; il faut que, par des élections directes, ce Parlement européen devienne véritablement et soit considéré comme l'émanation des populations des pays membres de la Communauté; il faut renforcer les exécutifs et il faut les renforcer en les fusionnant. Ah certes, les 23 membres actuels des Exécutifs des Communautés ne se retrouveront pas dans un exécutif fusionné, mais ce sont là des questions personnelles, qui sont de très peu d'importance en vue du but à atteindre, et par conséquent, il faut essayer de renforcer ces exécutifs et il faut essayer de renforcer les Institutions communautaires. Le grand danger, et M. Rey l'a souligné, le grand danger c'est que des décisions soient prises en dehors des Institutions des Communautés. Mais si les Exécutifs sont vigilants, si les gouvernements essaient de réagir contre les tendances qui peuvent se manifester à l'intérieur même du Conseil des ministres, je crois que ce danger peut être écarté. J'en resterai là, Mesdames, Messieurs, ma voix ne me permet pas d'aller plus loin. Et en ce qui concerne alors la spécialité que je vous ai rappelée que j'ai pratiquée pendant des années, si vous avez des questions à me poser, je serai alors bien heureux de pouvoir y répondre.

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Avant de livrer nos hôtes à d'éventuelles questions, pertinentes ou insidieuses, de l'assemblée, je voudrais leur apporter ici nos félicitations. Messieurs les ministres, vous nous avez parlé avec foi, avec conviction, avec enthousiasme de l'idée européenne, vous nous avez apporté des témoignages directs, de première main, sur des faits que parfois nous ne connaissons qu'à travers une optique plus ou moins déformante qui est celle de la presse. Vous avez souligné quelles étaient les implications délicates entre les institutions nationales, les institutions communautaires; vous nous avez livré les témoignages d'un très grand intérêt. Mais je voudrais aussi féliciter les étudiants, les cercles d'étudiants européens qui ont organisé cette rencontre, comme ils ont organisé d'autres séances, d'autres grandes conférences. C'est là une activité extrêmement constructive, utile, précieuse, et le succès que remporte leur initiative doit les récompenser, et là je dois vous remercier, Messieurs, aussi d'avoir ainsi répondu à l'appel de nos jeunes et d'avoir ainsi soutenu de votre autorité et de votre expérience cet enthousiasme qui se manifeste aussi, j'en suis certain, chez eux.

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES

Mesdames, Messieurs,

Je vais essayer de répondre, dans la mesure où elles me concernent, à quelques-unes des questions qui ont été posées.

- Qui est-ce qui a inventé l'idée de faire de la négociation avec la Grande-Bretagne, de la monter sous forme d'une conférence diplomatique ?

Cela a été en fait un accord des six Etats membres. Et pour des raisons sans doute assez différentes : les uns parce qu'ils voulaient conserver entre leurs mains l'accélérateur, et les autres parce qu'ils voulaient conserver le frein. Et vraiment ce calcul ne me paraît pas avoir été très heureux, mais en fait c'est un consentement unanime des Etats membres qui a abouti à cette circonstance. Ils considéraient tous que l'entrée de l'Angleterre était un très grand événement politique, et j'ai à peine besoin de vous dire que dans l'évolution de la Communauté c'est à peu près la politique étrangère que les Etats membres abandonneront au dernier moment aux Institutions de la Communauté elle-même.

Abandonner des intérêts économiques, des intérêts tarifaires, cela peut se faire progressivement, mais ce que les Etats abandonneront pour finir, c'est leur monnaie, c'est leur armée, c'est leur diplomatie, c'est leur politique étrangère. Ils ont cru très ingénieux de la conserver entre leurs mains. Ça a produit les résultats que vous savez.

On m'a alors posé d'autres questions - et M. le Recteur Espen m'a posé la question de savoir

- si vraiment les négociations n'auraient pas échoué pour d'autres raisons que des raisons politiques ?

Sans doute, les négociations étaient économiquement difficiles, et parmi ces difficultés, la plus grosse était naturellement l'adaptation du régime agricole britannique à celui de la Communauté, la différence étant très grande. Cependant, tout au long de ces négociations, personne n'avait eu le sentiment que ce problème était insoluble, et notamment, les Anglais avaient dès le départ accepté d'abandonner leur système de protection agricole pour adopter celui de la Communauté. Par conséquent, les problèmes qui se posaient étaient des problèmes d'adaptation. Les Anglais

étaient prêts à monter leurs prix, ils étaient prêts à supprimer la subvention de leur agriculture; ils demandaient pour cela un certain nombre de transitions. C'est mon ami, M. Mansholt, qui avait été chargé de conduire particulièrement cette partie de la négociation. Le jour où l'Angleterre sera membre de la Communauté, car il n'y a aucun doute que ça arrivera, nous aurons des difficultés d'adaptation entre nos régimes agricoles, mais qui oserait dire que nous n'avons pas de difficultés à l'intérieur de la Communauté entre nos différents régimes agricoles ? Il ne me paraît pas du tout que les problèmes avec l'Angleterre soient nécessairement plus difficiles que ceux que nous avons à l'intérieur de la Communauté.

- Alors, on m'a posé des questions quant au fait que peut-être la France avait d'excellentes raisons de rompre ces négociations, et des raisons politiques. Et en effet, ici je réponds aux deux questions à la fois : si les problèmes économiques étaient difficiles, il me paraît cependant que ce ne sont pas pour des raisons économiques que la France a interrompu la négociation. Toutes les explications données depuis lors concordent, je crois, suffisamment. Il n'y avait pas de raison d'interrompre parce que les problèmes économiques n'étaient pas résolus ; la France a vu dans la conférence des Bahamas et dans son résultat, elle a vu une raison en ce qui la concerne de considérer que l'Angleterre tournait le dos à l'Europe et qu'en conséquence il ne lui paraissait pas raisonnable de continuer.

Mais je suis toujours très prudent quand on parle d'affaires militaires. Ce n'est pas mon secteur dans la construction européenne, et je n'ai pas à parler des problèmes de l'O.T.A.N. , la Communauté économique européenne n'est pas une organisation militaire. Je voudrais tout de même faire deux remarques, qui sont donc non pas celles du Commissaire européen, mais celles du citoyen qui lit les journaux, ce qui est parfois extrêmement utile tout de même. J'ai le sentiment que l'évolution qui se fait en ce moment est une évolution ayant pour but de confier aux Européens plus de responsabilités dans la conduite de leurs affaires militaires aussi. Et si l'Amérique ne s'y résoud que lentement et difficilement, le mouvement est tout de même commencé dans ce sens, et dès lors il me semble que c'est un peu un contre-sens de

reprocher aux Américains de vouloir conserver l'exclusivité de l'armement militaire dans leurs mains, au moment précis où ils sont en train de faire un premier effort, timide peut-être, mais tout de même un premier effort pour mettre une partie de la responsabilité entre des mains européennes. Est-ce que M. Macmillan pouvait faire autre chose aux Bahamas que ce qu'il a fait ? Cela me paraît certain, car le résultat a été de mettre entre les mains de tel ou tel gouvernement un prétexte, une occasion ou une raison de se prononcer comme il l'a fait. Je ne crois pas que la conférence de Nassau aux îles Bahamas ait été quelque chose de très ingénieux. Par contre, nous représentons que si l'Angleterre avait associé sa force nucléaire avec la force nucléaire française, nous aurions pu résoudre les problèmes de la défense de l'Occident, vraiment c'est une mauvaise plaisanterie et rien d'autre. Il est tout à fait évident que la force nucléaire anglaise et la force naissante française, qui prendront peut-être de grands développements, sont encore en ce moment totalement insuffisantes pour assurer la défense de l'Europe, et que dès lors il faut encore être bien reconnaissant aux Américains, dont on parle souvent mal, bien reconnaissant de ce qu'ils veulent bien encore pour l'instant exercer dans ce domaine une action aussi essentielle. Quand j'entends les gens dire que l'Europe doit devenir indépendante au point de vue militaire, ça me paraît très défendable; je ne vois pas pourquoi notre Europe qui se forme et qui devient forte au point de vue économique, ne s'émanciperait pas aussi au point de vue militaire. Vraiment nous n'avons aucune objection à une idée de ce genre, mais il faudrait vraiment nous ôter de la tête que ça puisse être fait par une simple décision politique du soir au matin. Pour ne prendre que la Belgique, par exemple, il faudrait qu'on soit bien convaincu que si la Belgique - je prends notre pays - était partisan de cette politique, cela signifie qu'elle devrait multiplier le lendemain par quatre son budget militaire. Et tout à fait clairement, que la proportion de ce que nous payons de notre revenu national par rapport à ce que paient les Américains est actuellement à peu près le quart, que si nous voulons participer à une grande force nucléaire occidentale européenne, qui nous défendra seule contre les agressions communistes éventuelles, pour autant que ce soit la vision qu'on ait des problèmes politiques, et qu'on la cherche en cette direction, cela

demande de l'Europe un effort gigantesque, qu'elle n'a jusqu'à présent pas décidé de faire, et dont il est assez douteux qu'actuellement les Européens soient disposés à entreprendre. Alors, lorsqu'on nous parle beaucoup d'indépendance vis-à-vis des Américains, nous constatons que nous avons bien profité nous-mêmes et que nous profitons encore de leur appui; lorsque je vois la façon dont ils ont contribué par le Plan Marshall au redressement de l'Europe ruinée par la guerre, quand je vois que les grandes entreprises sidérurgiques en France, notamment, qui actuellement sont une partie et une des gloires de l'activité sidérurgique de l'Europe, ont été constituées entièrement avec des dons américains au lendemain de la fin de l'occupation de cette Europe ruinée, il me semble qu'il y a beaucoup d'injustice et une courte mémoire à traiter aussi légèrement l'assistance que les Américains nous ont prêtée dans le passé et qu'ils nous prêtent encore maintenant.

Je vais laisser mes amis répondre au point de savoir si l'adhésion de l'Angleterre est de nature à dissoudre l'esprit européen. Je leur demanderai de bien vouloir répondre à cette question, et je me borne à la dernière, dans laquelle on m'avait demandé

- si l'interruption, si la nouvelle étape du 1er juillet était de nature à faciliter ou à rendre plus difficile l'adhésion de la Grande-Bretagne ?

Je crois que c'est un événement neutre, que cette nouvelle étape que nous allons faire - neutre pas tout à fait; elle renforce le Marché commun et la Grande-Bretagne ne se serait certainement jamais tournée vers nous si nous étions faibles; elle se tourne vers nous parce que nous sommes forts, et elle a parfaitement raison et c'est un bon calcul; en outre je crois que la Grande-Bretagne va faire exactement comme nous, elle est en train de réduire son propre tarif, elle va négocier avec nous au G.A.T.T. dans la prochaine conférence multilatérale, et dès lors, je crois que l'événement que nous avons décidé aujourd'hui n'est pas de nature à lui créer le moindre souci dans l'immédiat.

On m'a enfin demandé si la conception de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural avait pour conséquence d'exclure les Etats-Unis ?

Je vois très bien ce qu'est l'Atlantique dans cette affaire. Je ne vois pas encore très bien ce qu'est l'Oural et je demande à voir un peu plus clair.

.../...

A la question de savoir si les raisons politiques ont été déterminantes, si l'Angleterre, la Grande-Bretagne plus exactement n'avait pas tourné le dos à l'Europe, en ne rompant pas avec son Commonwealth, je voudrais ajouter ceci : c'est que personne ne nous demande à nous, Européens des Six, et heureusement, de rompre avec les pays africains. Où serions nous ? C'est même par là précisément que nous voulons redémarrer. Ce serait d'ailleurs une folie de créer l'Europe en nous isolant de tous les pays avec lesquels nous avons eu des relations. Je crois que le traité de Rome dit "particulières dans le passé". Pourquoi le demanderions-nous à la Grande-Bretagne ? Est-ce que ce serait vraiment sage de demander à la Grande-Bretagne de rompre avec le Commonwealth. Est-ce que ce serait un service à l'Europe, est-ce que ce serait un service au monde que de demander à la Grande-Bretagne, qui est encore un des rares ponts entre pays de différentes cultures, de différentes races et de différentes couleurs, et de différents continents, et de différentes religions, est-ce que ce serait un service à rendre au monde en lui demandant de se supprimer, de se suicider. Je ne crois pas que l'Europe ait un intérêt à cela.

En ce qui concerne la question de savoir si l'entrée de la Grande-Bretagne aurait pu être un ferment de dissolution de la Communauté, eh bien, je vous répondrai très franchement ceci : je crois que dans les structures actuelles, et telles qu'elles sont, avec les liens assez ténus de supranationalité que nous avons, qui sont exercés par les exécutifs dans les Communautés, qui ont une responsabilité devant un parlement, mais un Parlement qui rarement à l'occasion, et ne peut d'ailleurs pas constitutionnellement renvoyer à un gouvernement européen qui n'existe pas et pas à un Conseil des ministres qui n'est pas responsable devant lui. Je crois que dans les structures ténues qui sont un début de supranationalité mais bien fédérale, je crois que la Grande-Bretagne aurait parfaitement pu entrer. Ce dont je doute, c'est qu'on aurait pu faire rentrer dans les conditions présentes ce que de Gaulle appelait l'escorte. C'est-à-dire en même temps, la Norvège,

.../...

l'Irlande, le Danemark et l'Islande. Ça j'en doute. Sur ce point, je serais tenté de donner une réponse nuancée. Et je crois que nous aurions pu - si vous voulez - digérer la Grande-Bretagne qui, en ce qui concerne le respect des règles du jeu, Messieurs, est tout de même une des premières nations du monde. Moi je n'aurais pas peur, comme membre de la Haute Autorité, comme membre d'un exécutif européen, je n'aurais pas eu peur d'avoir à mes côtés deux représentants britanniques. Je ne suis pas sûr que l'équilibre politique d'ensemble n'aurait pas été rompu si du coup on avait fait entrer un Norvégien, un demi Danois, trois-quarts d'Islandais ... c'est difficile. Là je crois qu'en effet ça posait un problème, et par conséquent, personnellement, je me suis toujours dit qu'il aurait été plus sage de prévoir l'adhésion de l'ensemble de ce que j'appellerais brevitatis causali l'escorte pour le jour où nous aurions réalisé des structures politiques plus solides.

En ce qui concerne la question de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, est-ce que cela exclut l'Amérique ? Pour autant que je me souviens de ma géographie, la réponse est oui. Ça exclut évidemment l'Amérique, cela exclut l'Amérique de l'Europe, mais je crois que la question n'est pas là. Dans un monde qui s'unifie et où la continentalisation continue à grands pas, où nous voyons les continents qui se regroupent très rapidement, il y a place dans le monde que celui des jeunes qui sont ici connaîtront quand ils auront notre âge, il y a place pour sept ou huit continents, n'est-ce pas. Il n'y a plus de place pour des pays divisés du type des nations de la Renaissance. Nous sommes tous en train de devenir des Lichtenstein, des Monaco et autres, dans le monde de demain. Je crois que les relations ne se voient pas ainsi, et je crois que la relation que nous devons voir avec l'Amérique, c'est non pas de nous poser la question de savoir si la géographie sera modifiée et si l'Amérique sera européenne, elle ne le sera pas comme nous ne serons pas Américains, la question est de savoir si nous pouvons être partenaires égaux dans le monde atlantique, et sur ce point, je crois que les Américains sont assez grands joueurs pour accepter que nous soyons leur partenaire et leur partenaire égal. Là, M. Rey l'a dit à suffisance,

.../...

les Américains nous ont dit et nous ont répété qu'ils étaient pour la première fois en face d'une Europe qui pouvait être un partenaire égal. Personnellement pour avoir suivi l'histoire de la C.E.C.A. depuis maintenant onze ans, je peux vous donner une assurance : c'est que depuis le début, depuis le début où nous étions encore très faibles et où beaucoup d'Européens doutaient de notre succès, eh bien, Messieurs, sur un plan financier, nous avons toujours pu compter sur l'action et l'aide américaines pour montrer que l'Amérique avait confiance en nous. Au moment où en Europe nous n'aurions pas osé lancer notre premier emprunt, l'Amérique nous a donné un cadeau, un crédit de vingt ans de cent millions de dollars, avec un taux d'intérêt très petit. Et nous n'avons pas cessé de sentir cette présence amicale de l'Amérique auprès de la première communauté, une Amérique beaucoup plus agissante et beaucoup plus confiante dans notre avenir que ne l'étaient beaucoup de pays européens.

Maintenant, quant à savoir si nous avons un énorme travail à faire, et alors, je reviens sur ce que disait notre jeune ami, un énorme travail à faire de préparation de l'opinion publique pour lui faire comprendre que nous devons aller vers les structures fédérales, cela est vrai aussi en Angleterre, c'est vrai aussi en Europe. Je me souviens de ce qu'un homme qui connaît bien l'Europe et bien l'Angleterre, René Mayer, notre ancien Président, disait un jour : quand je suis dans mon bureau à Paris, je dis que les Anglais doivent entrer; mais quand je suis dans un underground à Londres, je dis : ils n'entreront jamais.

Mais c'est vrai aussi chez nous. Nous parlions tout à l'heure de la Communauté du marché commun agricole, Messieurs. Ne nous faisons pas d'illusion, ce que nos paysans veulent, c'est bien sûr quelque chose de commun, mais qui ne sera jamais un marché. Ce ne sera jamais un marché. Par conséquent, ils ont une vue à eux, ce n'est pas en train de devenir un marché agricole. C'est le contraire du marché commun de l'énergie, qui est un marché commun, mais qui est un marché, mais qui n'est pas commun. Chacun a son optique, nous devons faire un travail de préparation et dans la mesure où nous pourrions, en effet, rendre plus présents à l'esprit de nos gens, à l'esprit de nos populations, les problèmes qui se posent à l'échelle où ils se poseront demain, je crois que nous rendrions en effet un immense service, pas seulement pour que les Britanniques deviennent plus fédéralistes, mais beaucoup d'entre nous.